

DISCOURS DE SON EXCELLENCE  
MONSIEUR BLAISE COMPAORE,  
PRESIDENT DU FASO,

---

**A**  
**L'OCCASION DE LA TENUE DE LA**  
**TABLE RONDE MINISTERIELLE SUR LE**  
**THEME : « L'AFRIQUE FACE A LA CRISE FINANCIERE :**  
**PROGRAMME D'ACTION »**

*Dakar, le 12 mai 2009*

**Excellence Monsieur le Président de la République du Sénégal ;  
Excellences Madame et Messieurs les Chefs de Gouvernement;  
Monsieur le Président du Conseil des Gouverneurs de la Banque  
Africaine de Développement ;  
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs ;  
Monsieur le Président de la Banque Africaine de Développement ;  
Monsieur le Secrétaire Exécutif de la Commission Economique pour  
l’Afrique ;  
Distinguées personnalités ;  
Mesdames, Messieurs ;**

Les présentes assises revêtent une importance particulière au regard de l’espoir qu’elles suscitent par notre détermination à décider de mesures consensuelles et globales, pour répondre aux préoccupations de millions d’africains.

Je voudrais avant tout, exprimer ma gratitude à Son Excellence Maître Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal, son Gouvernement et l’ensemble du peuple sénégalais, pour leur hospitalité et leur générosité.

Mes sincères remerciements vont également aux organisateurs de la table ronde ministérielle, en particulier au Président du Groupe de la Banque Africaine de Développement et au Secrétaire Exécutif de la Commission Economique pour l’Afrique, qui ont bien voulu nous associer à cette rencontre internationale d’une grande signification.

J'adresse mes félicitations au Président de la BAD, Monsieur Donald KABERUKA, pour le travail remarquable accompli depuis sa prise de fonction en 2005. Il a su insuffler une nouvelle dynamique à cette institution panafricaine et gagner le pari de sa restructuration.

A nos partenaires au développement, aux actionnaires non régionaux et à tous ceux qui nous accompagnent sur le chemin de la croissance économique et de la lutte contre la pauvreté, je réitère ma profonde reconnaissance.

Leur présence à nos côtés, aussi bien au sein de la BAD que dans le cadre des projets et programmes de coopération, est le témoignage de leur engagement résolu à œuvrer pour l'avènement d'un monde de prospérité, de paix et de progrès.

**Excellences Madame et Messieurs les Chefs d'Etat et de gouvernement ;**

**Messieurs les Gouverneurs de la BAD ;**

**Monsieur le Président de la BAD ;**

**Mesdames, Messieurs ;**

La crise financière, née au cœur même du système économique international se traduit pour notre continent par des difficultés économiques, sociales et politiques accrues.

Malgré sa faible intégration aux marchés internationaux, l'Afrique subit le contrecoup de la faillite des banques et de la fragilisation des systèmes

financiers occidentaux où opèrent les sociétés-mères des banques africaines.

La récession au niveau mondial entrainera inévitablement un effondrement de nos recettes d'exportation du fait de la contraction de la demande, mais également de la baisse des cours de nos matières premières à l'exemple du coton au Burkina Faso.

Son impact se fera également sentir sur les revenus touristiques, le transfert des fonds des migrants en direction de nos pays, l'investissement direct étranger et certainement sur l'aide extérieure.

Les répercussions de ces phénomènes sur les recettes nationales sont substantielles et susceptibles de compromettre les programmes de dépenses publiques.

Les ressources affectées aux secteurs sociaux comme la santé et l'éducation qui occupent une place primordiale dans nos efforts de lutte contre la pauvreté, connaîtront indéniablement des réductions significatives.

Il en résultera un accroissement de la dette intérieure de nos Etats, avec pour corollaire de nombreuses difficultés pour les entreprises à honorer leurs engagements vis - à - vis du système bancaire.

A l'instar de celles des pays développés, nos banques en raison de la faible mobilisation de leurs ressources, auront également besoin

d'appuis financiers que nos Etats ne peuvent consentir, en raison de la faiblesse de leurs ressources.

Cette situation représente un enjeu crucial auquel nos Etats doivent apporter des réponses urgentes. C'est pourquoi, je salue la pertinence du thème retenu : « l'Afrique face à la crise financière : plan d'action ».

Plus qu'un simple sujet d'actualité, il traduit notre ambition de proposer un programme d'action pour notre continent en proie aux effets néfastes de la crise financière qui précarise la vie de nos populations, au point d'être qualifiée de « crise humaine du développement ».

Autant dire que cette rencontre ne saurait être ni une de plus, ni comme les autres.

Elle nous interpelle sur notre obligation de répondre aux attentes légitimes des peuples africains, en faisant preuve de détermination et de créativité dans la recherche de solutions à la crise.

A cet égard, nous devons dépasser ce que nous croyons être nos limites afin d'exprimer la qualité du leadership que l'Afrique a toujours su maintenir dans les moments difficiles de son histoire.

**Monsieur le Président de la Banque Africaine de Développement ;  
Mesdames, Messieurs ;**

Quel rôle doit jouer la Banque Africaine de Développement pour accompagner les Etats face à une crise financière qui va réduire de manière considérable les progrès accomplis au plan économique et social ?

Selon les analystes, le taux de croissance de l'Afrique subsaharienne sera de 1,7 % en 2009 contre 6,7 % pour la période 2006 -2007.

Aussi, les actions suivantes m'apparaissent-elles d'une grande urgence :

- 1- le soutien à la croissance par la mobilisation de ressources additionnelles tout en veillant à la stabilité macroéconomique. Il sera également nécessaire d'assurer la protection des groupes vulnérables par le financement et le renforcement des programmes de filets sociaux ;
- 2- le soutien au secteur privé, l'aide et l'assistance technique au commerce, notamment en permettant à nos entreprises performantes d'accéder aux ressources de la Banque Africaine de Développement. Les petites et moyennes entreprises pourraient quant-à elles, bénéficier de lignes de crédit pour le financement de leurs activités ;
- 3- le financement des infrastructures de transport, d'énergie et d'hydraulique, comme moyen d'appuyer la production agricole et de participer à la lutte contre la pauvreté.

J'invite donc la BAD à s'approprier toutes ces initiatives et à les adapter aux contextes socioéconomiques de l'Afrique.

En outre, il importe d'augmenter de manière significative les allocations des ressources à nos pays et surtout de faciliter leur mobilisation rapide.

**Excellence Monsieur le Président de la République du Sénégal ;**

**Messieurs les Chefs de gouvernement ;**

**Distinguées personnalités ;**

Nous devons affronter la crise avec courage et lucidité, afin de trouver par nous-mêmes les solutions qui s'imposent.

Les pays du G-20 ont commencé à baliser le chemin en adoptant des mesures vigoureuses visant à restaurer la discipline au niveau des marchés financiers et à redynamiser le Fonds Monétaire International, par l'accroissement de ses ressources ainsi que l'élargissement de son champ de responsabilités sur les questions de surveillance multilatérale.

La résolution de la crise actuelle impose que la communauté internationale associe les pays les moins avancés et ceux émergents à la réflexion et à la prise de décision.

Aujourd'hui, le monde est multipolaire et les pays émergents disposent d'importantes ressources qui permettent d'influer fortement sur les flux des capitaux, les taux des changes des grandes monnaies, les financements des déficits publics des pays industrialisés et de peser utilement sur les affaires du monde.

Ils doivent être acteurs dans la réflexion engagée sur la nouvelle architecture financière internationale.

Face à la crise financière et économique, aux conflits, au terrorisme, aux migrations irrégulières, et aux changements climatiques, seule la solidarité internationale peut apporter une réponse durable à la stabilité du monde.

**Excellences Madame et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement;**

**Mesdames, Messieurs ;**

La crise financière ne doit pas être perçue comme une fatalité pour l'Afrique. Elle doit plutôt nous amener à faire une introspection afin de tirer ensemble les enseignements utiles pour envisager avec sérénité la relance de nos économies, car notre continent regorge d'énormes potentialités qu'il convient de valoriser.

Egalement, elle doit constituer une opportunité pour consolider l'intégration de nos différentes économies nationales qui pourraient ainsi bénéficier d'un marché régional plus attractif, et d'une meilleure insertion dans l'économie mondiale.

Cette période particulièrement dominée par la crise financière doit aussi être l'occasion pour nous, d'envisager non seulement la diversification de nos économies, mais surtout de procéder à une transformation accrue de nos matières premières.

Enfin, cette crise vient nous rappeler l'impérieuse nécessité pour nos Etats de construire inlassablement la solidarité et la paix, comme préalables à la recherche de réponses aux interrogations des Gouvernements africains.

La Banque Africaine de Développement, notre institution commune devra accompagner les pays membres dans le renforcement de l'intégration régionale, la recherche et le maintien de la paix sociale.

A ce titre, des réformes vigoureuses permettant de diversifier la production, d'accroître la productivité, la compétitivité et la flexibilité de nos économies doivent être entreprises.

Pour évaluer les progrès réalisés dans leur mise en œuvre, je suggère l'élaboration d'un mécanisme de suivi du plan d'action qui découlera de nos échanges.

Cependant, l'efficacité de notre démarche sera largement tributaire de la fermeté de notre engagement à aboutir à l'opérationnalisation des mesures adoptées, à travers des cadres de concertation favorables à une réflexion féconde.

Elle dépendra surtout de notre détermination à renforcer la crédibilité politique de nos Etats et de notre attachement à la promotion d'une gouvernance vertueuse et responsable.

**Je vous remercie.**